



## Retraites : Les directions syndicales veulent tourner la page



### Ne les laissons pas faire !

Le 31 juillet 2023

La machine à briser notre droit à la retraite se met en place. Les deux premiers décrets d'application sont sortis le 7 juin au Journal Officiel, précisant notamment les modalités du relèvement de l'âge du droit à pension. Hier, 30 juillet, les décrets actant la fin des principaux régimes spéciaux (RATP, industries électriques et gazières, clercs et employés de notaires, Banque de France) sont parus. Dès le 1<sup>er</sup> septembre, les personnes embauchées dans ces entreprises seront affiliées au régime général. Face à cela, où est la réaction des directions syndicales ?

### Les directions de l'intersyndicale main dans la main avec le patronat

Marylise Léon, qui a récemment remplacé Laurent Berger à la tête de la CFDT, annonçait fièrement sur France 2 le 25 juillet : « *La CFDT ne sera jamais d'accord avec le report de l'âge légal* ». Vu ce désaccord proclamé, on pourrait logiquement s'attendre à un plan de bataille. Rien de tel. La nouvelle secrétaire générale ajoutait : « *La question, maintenant, est de savoir comment tous les salariés directement concernés vont pouvoir aller jusqu'à 64 ans* ». On a bien lu ! La question n'est pas : comment empêcher cette réforme de s'appliquer ? La préoccupation est au contraire d'obtenir des « *marges de manœuvre* » pour son application dans certains domaines (« *pénibilité* », « *parcours professionnels* », « *emploi des séniors* »).

Sophie Binet a pris soin de déclarer, le 11 juillet, à propos de la réforme des retraites : « *la page n'est pas tournée* ». Mais le lendemain, elle participait pour la CGT à une mascarade réunissant gouvernement, patronat et syndicats représentatifs (CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC). A sa sortie de la rencontre, elle relevait « *l'échec consternant des 100 jours* » annoncés par Macron, mais voulait nous faire croire qu'avec cette reprise du dialogue social, « *c'est une reprise en main qui marque le début des quatre prochaines années* », faisant mine d'espérer que la CGT pourrait maintenant imposer ses « *ordres du jour* », « *méthodes* » et « *contenus* ».

Partout, on se félicite du 12 juillet : « *une journée importante, c'est la reprise du dialogue social* », aux yeux de Cyril Chabanier (CFTC) ; « *rencontre utile* » d'après Marylise Léon ; « *fort utile, et allant dans le sens de renouer les fils du dialogue social* » pour François Hommeril (CFE-CGC) ; « *une journée normale dans le cadre de la négociation collective* » selon Frédéric Souillot (FO), qui avait voulu rassurer sa base le matin même sur RFI : « *On ne peut pas tourner la page de la réforme des retraites* ». Satisfaction aussi du côté du gouvernement et du patronat. Elisabeth Borne a salué un « *agenda social ambitieux* », et au Medef, on estime que cette réunion « *répond tout à fait aux attentes, à la philosophie et aux propositions qu'a faites le Medef depuis plusieurs mois* ». Si tel est bien le cas, les directions syndicales devraient y voir un problème... mais non.

### De nouvelles attaques, et une crise politique qui dure

Lors de la rencontre du 12 juillet entre syndicat et patronat, la réforme des retraites n'était pas à l'ordre du jour. Le but était bien de tourner la page. Et malgré leurs dires, les leaders du syndicalisme contribuent à la tourner en siégeant à cette sinistre farce. Comment les directions syndicales peuvent-elles se réjouir en même temps que le gouvernement et le Medef, en pleine attaque contre la sécurité sociale et les services publics ?

Le 12 juillet, Sophie Binet a dénoncé le « *festival de langue de bois* » du gouvernement, et « *exigé des actes concrets* » de la part de ce dernier. Le problème, c'est que les actes concrets, on les connaît déjà, et ils vont dans un sens exécrable, celui d'attaques tous azimuts contre les travailleurs et travailleuses : SNU ; casse des lycées professionnels et attaques multiples contre l'ensemble des salariés de l'Éducation nationale ; « *pacte de la vie au travail* » ; attaques contre l'assurance-chômage ; répression féroce, contre les banlieues, les écologistes et les syndicalistes, policière et judiciaire ; multiples assauts contre les libertés démocratiques ; et une politique écologiste bidon dont le plus beau symbole est la remise du titre de chevalier de la légion d'honneur à Patrick Pouyanné, PDG climaticide de Total !

Le 14 juillet, Macron n'a pas prononcé son allocution coutumière et il a été hué sur les Champs-Élysées : la crise politique continue. Au lieu d'en profiter pour organiser la bataille et regagner du terrain, les directions syndicales ne font rien, ne proposent rien, n'appellent même pas à manifester. Cette mollesse et ce manque de réactivité sont criminels : du coup, ce sont les flics fascistes et l'extrême droite qui s'engouffrent pour avancer dans la concrétisation de leur agenda nauséabond.

## **Le Medef mise sur notre défaite**

Patrick Martin, nouveau président du Medef, se permet de prédire, le 29 juillet, au cœur de l'été, une « *rentrée (...)* *politiquement chaude, mais socialement apaisée* », minimisant l'ampleur de la mobilisation des derniers mois contre la réforme des retraites, et estimant que les Français savent que celle-ci, quoique « *douloureuse* », était « *indispensable* ». Ce n'est certainement pas l'avis majoritaire dans le pays, où la rage est toujours là. En France, même en plein mois de juillet, pas un jour sans qu'il y ait une grève, souvent dure.

Mais le Medef ment comme il respire, en plus d'exploiter les travailleurs et les travailleuses et de détruire l'environnement. Les « nuisibles », contrairement aux mensonges racistes du syndicat de police Alliance, ne sont pas les jeunes révoltés des banlieues. On les trouve plutôt au Medef et au gouvernement qui défend ses intérêts.

Pour relancer la lutte contre la réforme des retraites, et empêcher au passage d'autres attaques gouvernementales et patronales, **nous continuons à exiger des directions syndicales :**

- 1) la politique de la chaise vide face à la mascarade du dialogue social ;**
- 2) la préparation déterminée d'une grève générale pour empêcher la réforme de s'appliquer.**

[netournonspaslapage@proton.me](mailto:netournonspaslapage@proton.me)

**FB : Netournonspaslapage**